



COMMISSION DE L'UEMOA



COMMISSION DE LA CEDEAO



NEPAD Planning and Coordinating Agency
Agence de Planification et de Coordination du NEPAD

AGENCE DE PLANIFICATION ET DE
COORDINATION DU NEPAD

Accélérer la mise en œuvre de l'ECOWAP/PDDAA



Avec l'appui de :



Agence
canadienne de
développement
international



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



UNOPS

1. Introduction

1. Les 21 et 22 mars 2013 s'est tenue à Cotonou, en République du Bénin, une réunion régionale de la Task Force de l'offensive régionale pour la relance durable de la production du riz en Afrique de l'Ouest, initiative portée par la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), avec l'appui technique du HUB RURAL et de AfricaRice.
2. Les objectifs de la réunion portaient principalement sur les points suivants : (i) informer les acteurs régionaux et nationaux de l'état de mise en œuvre de la politique Agricole régionale (ECOWAP) et des stratégies que déploie la CEDEAO pour assurer le leadership de la région sur les initiatives visant à garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations ; (ii) analyser et valider le cadre stratégique d'orientation et les TDR pour la conduite de l'étude de faisabilité technique et financière de l'offensive régionale sur le riz.
3. En termes de résultats attendus, les participants devaient à l'issue de la rencontre :
 - a. Prendre connaissance des programmes et initiatives visant à accélérer la mise en œuvre de l'ECOWAP au niveau régional ;
 - b. Internaliser l'état de mise en œuvre de la politique agricole régionale ;
 - c. Faire des propositions d'enrichissement et d'amélioration des programmes et initiatives ;
 - d. Valider le cadre stratégique d'orientation et les TDR pour la conduite de l'étude de faisabilité technique et financière de l'offensive régionale sur le riz ;
 - e. Etablir une feuille de route pour la conduite de l'étude de faisabilité et identifier les possibilités de collaboration entre les institutions présentes et la CEDEAO.
4. Ont participé à la rencontre : (i) les points focaux PNIA et les responsables des stratégies nationales de développement de la filière riz ; (ii) des représentants des réseaux régionaux des organisations de producteurs (ROPPA,RBM, APSS,PROPAC), du secteur privé (AAFEX), de la société civile (POSCAO), des ONG (OXFAM,VECO, SNV,Wildaf) ; (iii) des représentants de la CEDEAO, du NPCA/NEPAD, d'AfricaRice, du Hub Rural, de ReSAKSS et du CORAF/WECARD ; (iv) des personnes ressources mobilisées par le Hub Rural et par AfricaRice, dans le cadre de leur appui à l'animation

technique du processus. La liste des participants est jointe en annexe à ce relevé des conclusions.

2. Déroutement des travaux

2.1. Ouverture de la session

5. La session d'ouverture a enregistré quatre allocutions : HUB RURAL ; AfricaRice ; NPCA/NEPAD ; CEDEAO.

6. Le Directeur Exécutif du HUB RURAL a souhaité la bienvenue aux participants à la rencontre qu'organise la CEDEAO, avec son appui technique et celui d'AfricaRice. Il a mentionné que les objectifs de l'atelier s'inscrivent dans le cadre de la mission confiée à son institution par la CEDEAO pour animer les Task force chargées d'opérationnaliser la politique agricole régionale et surtout l'opérationnalisation du Programme Régional d'investissements agricoles. Il a ensuite mis l'accent sur l'objet principal de la rencontre : présenter l'état de mise en œuvre de l'ECOWAP et valider les documents de base de l'étude de faisabilité de l'Offensive pour la relance durable de la production rizicole en Afrique de l'Ouest.

7. A la suite du D.E du HUB RURAL, le Représentant de AfricaRice a insisté sur la disponibilité de son institution à accompagner la CEDEAO à réaliser ce programme régional, en accompagnement des stratégies nationales auxquelles elle a largement contribué à l'élaboration. Il a ensuite insisté sur les acquis de son institution en matière, non seulement de recherche, mais aussi de travaux disponibles sur le riz. L'étude de faisabilité de l'initiative « offensive régionale pour la relance durable de la production rizicole » pourra bénéficier de ces acquis.

8. Intervenant en troisième position, la représentante du secrétariat du NEPAD a longuement insisté sur les initiatives que cette institution déploie pour accompagner la mise en œuvre des Programmes nationaux d'investissements agricoles. A ce titre, le NPCA/NEPAD s'emploie à appuyer la prise en compte de trois dimensions importantes dans le PNIA pour leur permettre d'atteindre la mission essentielle qui leur est assignée, celle de contribuer à réduire d'au moins de moitié l'incidence de la pauvreté dans les pays à l'horizon 2015. Il s'agit principalement des dimensions « risques » qui limitent les investissements dans le secteur agricole, de la nutrition, un des indicateurs centraux de l'insécurité alimentaire, de la recherche, vecteur du progrès agricole et quatrième pilier du PDDAA, et enfin de la résilience permettant aux populations vulnérables de faire face aux chocs de toutes natures. Elle a souligné que le NPCA/NEPAD organisera sous peu une conférence régionale sur la prise en compte de ces dimensions et les approches de leur intégration dans les stratégies d'opérationnalisation des PNIA.

9. Au nom du Commissaire en Charge de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources en eau, le Directeur par intérim de l'agriculture et du développement rural a souhaité la bienvenue aux participants à la réunion. Il a ensuite insisté sur les attentes des responsables de la CEDEAO de voir aboutir le processus de formulation de l'étude de faisabilité avant la tenue de la prochaine réunion ministérielle fixée à fin Juin 2013.

2.2. Les présentations

10. La première journée de la réunion a été consacrée à la présentation des programmes initiés pour opérationnaliser les instruments de politique publique de l'ECOWAP, et les initiatives portées par les différents acteurs : institutions techniques et organisations de producteurs et organisations socioprofessionnelles, le secteur privé.

11. Trois programmes et l'initiative « Faim Zéro », portant sur l'opérationnalisation des instruments de politique publique ont fait l'objet de présentation :

- i. Le Programme Régional d'Appui à l'Intensification Agricole et Pastorale en Afrique de l'Ouest, structuré autour de deux axes majeurs d'intervention : (i) la facilitation de l'accès aux intrants (engrais, alimentations pour bétail et semences) et (ii) la promotion de systèmes innovants et durables de production ;
- ii. Le Programme Régional d'Appui à la Régulation des Marchés en Afrique de l'Ouest, structuré autour de deux objectifs: (i) disposer d'instruments commerciaux aux frontières permettant de maîtriser l'impact de la volatilité des prix internationaux sur les marchés régionaux, (ii) la mise en place d'un environnement stratégique et réglementaire favorable au développement des initiatives des organisations de producteurs et du secteur privé;
- iii. Le Programme Régional d'Appui aux Filets Nationaux de Sécurité Sociaux en Afrique de l'Ouest, centré sur des stratégies visant à promouvoir des filets de sécurité sociaux préventifs, concourant au renforcement de la résilience des ménages et des communautés, et plus particulièrement à réduire la malnutrition infantile au niveau des Etats membres ;
- iv. La présentation sur l'initiative « Faim Zéro », conçue comme l'instrument de gouvernance que la CEDEAO est en train de promouvoir pour renforcer la résilience des populations vulnérables face aux divers chocs, causes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle récurrente que connaît périodiquement l'Afrique de l'Ouest.

12. Cette série de présentations a été complétée par celle faite par le CORAF/WECARD sur les efforts de recherche et les résultats disponibles pouvant concourir au succès de l'offensive pour la relance durable de la production en Afrique de l'Ouest. Il a ensuite mis l'accent sur le paradigme IAR4D, qui est une approche permettant d'intégrer la recherche et le développement.

13. Le ReSAKSS–AO a fait une présentation sur l'état d'avancement de la mise en place des SAKSS nationaux et des dispositifs de suivi évaluation d'ECOWAP/PDDAA dans les pays. Il a rappelé la nécessité absolue de mettre en place ces dispositifs pour une bonne mise en œuvre des PNIA. En outre, une démarche a été proposée pour l'accélération de l'établissement des dits dispositifs. Par ailleurs, le ReSAKSS-AO a remis une présentation sur les principaux résultats des travaux conduits ces dernières années pour analyser les performances des politiques agricoles au niveau des pays. Il ressort de ces résultats, entre autres, que si le nombre d'Etats qui respectent l'engagement de Maputo est encore limité, les investissements consentis dans le secteur agricole ont largement permis de booster la production de nombreuses spéculations, du riz notamment. De même les études montrent que l'amélioration du pouvoir d'achat attendue de la mise en œuvre d'ECOWAP/PDDAA et des autres politiques publiques conduira à une augmentation de la demande régionale du riz.

14. La seconde journée a enregistré plusieurs interventions, notamment des acteurs régionaux actifs dans le secteur de la promotion du riz. Ainsi, successivement :

- i. Le ROPPA est intervenu pour insister sur la contribution des OP à l'amélioration de l'environnement de la production et de la commercialisation du riz, à travers leur participation à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques et stratégies régionales. Pour ce faire, le ROPPA a initié un cadre de concertation des riziculteurs qui s'est doté d'un plan d'action ;
- ii. Le représentant de AAFEX a présenté les grandes lignes des actions de son institution en insistant sur la place centrale qu'occupe la contractualisation entre les différentes parties prenantes des chaînes de valeur des produits sur lesquels son organisation s'est positionnée ;
- iii. Le Représentant de IPAR a rappelé les missions de cette institution qui se positionne comme un think tank tourné vers des réflexions prospectives pour soutenir la transformation de l'agriculture en Afrique de l'Ouest ;
- iv. Les représentants des Organisations Non Gouvernementales actives dans le domaine de la production du riz en Afrique de l'Ouest (OXFAM, VECO, SNV) ont félicité la CEDEAO pour cette initiative qui permettra d'inscrire désormais leurs interventions dans un cadre cohérent piloté par la région. L'ONG VECO a ainsi présenté les grandes lignes du programme régional de promotion de la filière riz en Afrique de l'ouest qui regroupe les dites ONGs. Le programme met les acteurs régionaux au centre de la stratégie de sa mise en œuvre. Des présentations individuelles ont été aussi faites (voir annexes)..

2.3. De la présentation de l'offensive pour la relance durable de la production du riz en Afrique de l'Ouest.

15. La première présentation a porté sur le document du cadre de l'Offensive pour la relance durable de la production du riz en Afrique de l'Ouest. Après avoir montré les tendances lourdes de l'économie rizicole ouest africaine, notamment au cours des cinq dernières années (accroissement rapide de la production impulsé par l'amélioration des rendements, mais persistante du déficit) la présentation a insisté sur les défis et les enjeux de cette filière. Elle a insisté sur l'objectif central de l'offensive : celui d'accompagner les actions portées par les Etats, les institutions techniques régionales et les organisations de producteurs et du secteur privé, les ONG. L'offensive est structurée autour de trois principaux axes d'intervention pour la relance durable de la production du riz en Afrique de l'Ouest : (i) l'augmentation durable de la production, (ii) la promotion des chaînes de valeur et (iii) la promotion d'un environnement favorable au développement de la riziculture régionale. Sa mise œuvre implique tous les acteurs de la région sous le leadership de la CEDEAO.

16. A la suite de la présentation du document de cadrage de l'offensive, les TDR de l'étude de faisabilité identifient quatre objectifs spécifiques à réaliser :

- i. Faire une synthèse des études de la chaîne de valeur du riz en Afrique de l'Ouest, en mettant l'accent sur le potentiel, les atouts, les faiblesses, les défis majeurs, et les opportunités ;
- ii. Identifier les principaux bassins de production et de consommation à partir des avantages comparatifs ;
- iii. Identifier les mesures de politiques publiques et les investissements ciblés le long de la chaîne de valeur, à faire faciliter par la CEDEAO pour accroître l'approvisionnement en riz, d'au moins 3M/an ;
- iv. Développer un outil analytique pour l'étude de faisabilité et élaborer une faisabilité technique et financière détaillée des programmes formulés ;
- v. Simuler l'impact de l'augmentation de la production du riz en Afrique de l'Ouest sur la base des indicateurs sélectionnés, y compris le revenu des acteurs rizicoles, l'emploi et les prix.

3. Les débats et conclusions

3.1. Sur l'état de mise en œuvre de l'ECOWAP.

17. Les points interrogations des participants ont porté sur plusieurs points :

- i. L'insuffisante prise en compte des dimensions élevage et ressources halieutiques dans le programme intensification ;
- ii. La question de la subvention des intrants agricoles (insuffisance des ressources prévues) ;
- iii. La question de l'irrigation ;
- iv. L'importance et le rôle de la recherche agricole et les besoins de financement à mettre en place pour la promotion des technologies de production du riz ;
- v. Le renforcement de la recherche sur le développement de l'agro machinisme ;
- vi. La maîtrise de l'énergie pour favoriser la compétitivité des entreprises ;
- vii. Le modèle d'entreprises agricoles et d'investissement privé à promouvoir ;
- viii. L'épineuse question du financement, notamment la situation financière actuelle du Fonds régional pour l'agriculture et l'alimentation ;
- ix. La faible prise en compte des spécificités des femmes dans les différents plans ;
- x. L'avancé des négociations TEC et APE et la faible participation des ministères et commissions agriculture, ainsi que de la société civile et les OPs ;
- xi. La nécessaire approche multi secteur pour avoir un impact sur la sécurité alimentaire.

3.2. Sur le cadre stratégique de l'offensive et des TDR

18. Les participants ont émis de nombreux avis et remarques sur la note de cadrage et les TDR de l'étude de faisabilité :

- i. Placer les questions de développement de la transformation du paddy au centre de la stratégie de promotion de l'économie rizicole en Afrique de l'Ouest ;
- ii. L'existence de nombreux travaux réalisés tant par les Etats, les institutions régionales et internationales. Pour ce faire, la revue de littérature doit permettre de mettre clairement en relief les défis, les contraintes et les opportunités actuelles à prendre en compte par l'étude de faisabilité ;
- iii. la question du financement de l'offensive, tant au niveau national que régional. Pour les participants, les questions de financement doivent apparaître de façon explicite comme un axe d'orientation. Un accent doit également être mis sur les types de financement, de contractualisation et de gestion des risques qu'il faut au niveau de chaque maillon de la chaîne de valeur (production, transformation, etc.) ;

- iv. Le rôle du secteur privé dans la mise en œuvre de l'offensive n'est pas encore clair dans la note conceptuelle ;
- v. L'objectif général de l'étude n'est pas bien formulé, il met l'accent sur la réduction des importations et non explicitement sur l'augmentation de la production régionale ;
- vi. La note de cadrage ne fait pas une bonne revue des stratégies déjà en cours au niveau des Etats ;
- vii. La dimension genre n'est pas explicitement et suffisamment prise en compte dans la note de cadrage, vu le rôle prépondérant que jouent les femmes dans la filière rizicole en Afrique de l'Ouest. Proposition a été faire de la création d'un Comité, piloté par le WILDAF, qui ferait des propositions afin d'intégrer cette dimension ;
- viii. Souligner que le potentiel régional n'est pas seulement en termes de terres disponibles, mais aussi en termes d'existence des exploitations familiales qui ont encore un très important potentiel d'augmentation de production en qualité et quantité. C'est à ces exploitations que s'adresse en priorité cette offensive.

4. Les recommandations

3.3. Recommandations d'ordre général

19. Pour les recommandations d'ordre général, il faut :

- i. Reformuler les objectifs des termes de référence de l'étude, en les reliant, non seulement aux défis, mais aussi aux enjeux identifiés dans la note conceptuelle de cadrage ;
- ii. Redéfinir les ressources humaines, notamment le champ de leur compétence et leur qualification ;
- iii. Définir clairement les résultats attendus de l'étude de faisabilité ;
- iv. Cibler les actions levier sur lesquels s'appuyer pour avancer ;
- v. Faire en sorte que l'offensive riz assure la mise en place d'un système de coordination de toutes les interventions régionales dans la filière ;
- vi. Compléter les TDR par une esquisse de sommaire de l'étude pour mieux encadrer le travail des consultants ;
- vii. Identifier les acteurs impliqués dans la filière et analyser leur rôle dans l'offensive (y inclus des initiatives comme la nouvelle alliance du G8).

3.4. Relativement à l'Axe1 : Renforcement durable de la production

20. Pour cet axe, il a été recommandé de :

- i. Mettre l'accent sur le développement des bassins de production sur la base des avantages comparatifs qu'ils présentent ;
- ii. Préciser les mécanismes d'approvisionnement et d'accès aux intrants et facteurs de production : semences et engrais et aux matériels de production ;
- iii. Mettre l'accent sur les aménagements pour intensifier la production ;
- iv. Analyser les possibilités d'extension des superficies consacrées à la production du riz ;
- v. Insister plus sur l'adaptation de la mécanisation agricole au lieu du développement de la mécanisation agricole et dessiner des pistes pour le montage dans la région de matériels agricoles et les pièces de rechanges des équipements ;
- vi. Fonder les simulations de projections d'évolution de la production rizicole mentionnées au niveau de l'offensive sur celles faites au niveau des 15 pays de la Communauté ;
- vii. Traiter, sur les différents systèmes de production, le besoin d'une production durable vis-à-vis de l'environnement ;
- viii. Prendre en compte la réduction de risques de désastres.

4.3 En ce qui concerne l'axe 2 : Promotion des chaînes de valeur,

21. Pour cet axe, il a été demandé de :

- i. Insister sur le volet marketing, labellisation, packaging pour le développement du marché du riz local ;
- ii. Promouvoir un mécanisme de prix aux producteurs et des mesures de soutien des prix pour les consommateurs ;
- iii. Expliquer clairement le lien entre cette offensive et les stratégies de développement initiées par le CARD pour éviter d'avoir des redondances et doublures d'objectifs ;
- iv. Différencier l'horizon d'atteinte des objectifs du CARD (qui était de doubler la production en 10 ans) de celui de l'offensive qui est de garantir l'autosuffisance alimentaire à l'horizon 2020 ;
- v. Mettre l'accent sur la facilitation et le développement de la contractualisation au niveau des différents acteurs de la chaîne ;
- vi. Prendre en compte l'organisation et les infrastructures nécessaires pour faciliter l'accès au marché des producteurs et leur positionnement face aux autres acteurs.

4.4. Relativement à l'axe 3 : promotion d'un environnement favorable au développement des échanges régionaux de riz

22. Pour cet axe 3, il a été recommandé de

- i. Insister sur le renforcement des instituts de statistiques pour disposer de données fiables ;
- ii. Pourvoir des financements adéquats pour la recherche agricole et les services d'appui conseils pour accompagner la diffusion des technologies éprouvées;
- iii. Mettre l'accent sur le développement d'un système d'information, tant sur la production que sur le fonctionnement du marché ;
- iv. Insister sur les réformes indispensables de marché pour fluidifier les échanges régionaux de riz ;
- v. Identifier les moyens de garantir un débouché à la production, notamment le développement des achats institutionnels tant au niveau pays, que de la région (réserve régionale de sécurité).

5. Clôture des travaux

23. La cérémonie de clôture a été marquée par trois allocutions : HUB RURAL, NPCA/NEPAD, CEDEAO.

24. Au nom de son institution, le DE du HUB RURAL a remercié les participants pour le travail abattu et les résultats enregistrés. Il a promis de prendre en compte les remarques et suggestions des participants, tant dans le TDR de l'étude de faisabilité, que dans la conduite du processus.

25. La représentante du NPCA/NEPAD a mis l'accent sur les chantiers en cours pour prendre en compte les dimensions risques et nutriments dans les PNIA. Un certain nombre de travaux sont en cours de réalisation, sanctionnés par deux publications: (i) sur volatilité des prix et la gestion des risques, (ii) avec un inventaire de tous les outils qui pourraient être utilisés dans les pays. Ces travaux sont réalisés avec le concours technique de la FAO, sur financement UE et Fonds multi donateur.

26. Dans son allocution de clôture, le Directeur par intérim de l'agriculture et du développement rural de la CEDEAO a insisté sur les instruments financiers que les institutions régionales ont mis en place tant au niveau de l'UEMOA (BOAD) que de la CEDEAO (BIDC) pour faciliter l'accès aux crédits et autres subventions pour financer les

stratégies et activités de développement agricoles et rurales en Afrique de l’Ouest. Il a incité les acteurs régionaux à faire recours à ces instruments au lieu de chercher à créer des mécanismes parallèles. Il a remercié les participants et renouvelé sa confiance à la tribune neutre que constitue le HUB RURAL, et déclaré clos les travaux de la première réunion de la task force sur l’offensive pour la relance durable de la riziculture ouest africaine.

Fait à Cotonou, le 22 Mars 2013

Le Président de la réunion

Mr Alain Sy Traoré, CEDEAO